

Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

www.mondialisation.ca Concernant le CRM Contact Devenez membre Magasin en ligne

English
italien español
srpski portugês
العربية Deutsch

Le 8 janvier 2012 La guerre, ça suffit!!



- Accueil
- Articles Récents
- États-Unis
- Canada
- Amérique latine & Caraïbe
- Europe
- Afrique subsaharienne
- Russie et CEI
- Moyen Orient
- Océanie
- Asie

Syrie: La bataille de Syrie et la capture par l'Iran d'un drone américain sophistiqué

par René Naba



Mondialisation.ca, Le 7 janvier 2012
renenaba.com

Envoyer cet article à un(e) ami(e)
Imprimer cet article

0 submit 2
Digg+ reddit f Share Tweet



Le prédicateur médiatique d'Al Jazira, Cheikh Youssef Al-Qaradaoui, en compagnie du président du Conseil National Syrien Bourhane Ghalioune.

Paris – Les pays occidentaux et leur allié régional du pacte atlantique, la Turquie, ont engagé depuis près d'un an une offensive diplomatique et militaire contre le régime baasiste de Damas en vue de provoquer son implosion, mais cette offensive sans précédent en 40 ans de bras de fer entre la Syrie et l'Occident pourrait connaître un sérieux infléchissement avec la capture par l'Iran d'un drone sophistiqué américain en surveillance des sites nucléaires iraniens, via le Béloutchistan, et la tension survenue entre les principaux parrains de l'opposition syrienne, la France et la Turquie, à propos du génocide arménien.

Indice de l'importance des enjeux, les pays occidentaux sont engagés contre la Syrie, frontalement, sans mandat international, contrairement aux opérations de déstabilisation menées depuis 40 ans contre la Syrie, habituellement le fait des sous traitants régionaux des Etats-Unis, l'Arabie saoudite ou Israël.

La bataille de la Syrie se veut ainsi une bataille décisive au sens stratégique de Clausewitz, en ce qu'elle doit provoquer une modification radicale des rapports de forces régionaux et de la création d'une nouvelle réalité sur le terrain par la chute du régime baasiste dans une manœuvre de contournement visant à l'étranglement du dernier récalcitrant arabe. Elle est engagée sur fond de tractations entre les Etats-Unis et les Frères Musulmans visant à propulser la mouvance islamiste sunnite au pouvoir dans la majorité des pays arabes, en guise de substitut à la révolution, en contrepartie d'une mise en veilleuse de la revendication de la confrérie sur la question de la Palestine.

- Guerre USA OTAN
- Histoire, société et culture
- Crise économique mondiale
- Crimes contre l'humanité
- Environnement
- Pétrole, Gaz de schiste, Transnational
- Pauvreté et inégalités
- Militarisation
- 11 sept. Guerre au
- Droits humains et
- Loi et justice
- Biotechnologie et OGM
- Droits des femmes
- Désinformation médiatique
- Politique et religion
- Nations Unies
- Science et médecine
- Services de renseignements

Recherche

Archives
Index des Auteurs

RSS | Ce qu'est le RSS

Visitez notre site web
GlobalResearchTV
GRTV
GLOBAL RESEARCH TV

Le collapsus du point focal de l'axe de résistance à l'hégémonie israélo-américaine viserait à assurer la prépondérance sunnite sur les autres composantes de l'Islam, mais cette tractation se ferait sur la base d'un règlement à minima de la question palestinienne, contrepartie indispensable pour les occidentaux à la pérennité d'Israël en terre arabe. La réhabilitation politique de la mouvance islamiste sunnite, après les dérives talibanes des deux précédentes décennies (1990-2000), de même que la souscription de l'Islam sunnite à la pérennité d'Israël devraient ainsi, dans l'esprit des stratèges occidentaux, assurer la domination irréversible du camp occidental sur cette zone pétrolière et faire pièce à l'accession de l'Iran au seuil nucléaire, à la montée en puissance de la Chine et le retour de la Russie au Moyen Orient.

La réactivation de la vieille alliance de l'époque de la guerre froide entre les Etats-Unis et Les Frères Musulmans apparaît ainsi comme un solde de tout compte aux déconvenues enregistrées par le camp sunnite dans sa longue coopération avec l'Amérique, qui a abouti au refus de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, et au rejet des deux plans saoudiens de paix pour la résolution du conflit israélo-arabe et à la judaïsation rampante de la quasi totalité de la Palestine et de Jérusalem, 3^{me} haut lieu saint de l'Islam.

Tant le chef nominal de l'opposition syrienne, Bourhane Ghalioune, que les diverses branches de la confrérie ont déjà donné des gages en ce sens. L'universitaire franco syrien a assuré qu'un de ses objectifs diplomatiques prioritaires serait la rupture du cordon ombilical avec l'Iran et le Hezbollah libanais, tandis que, de son côté, l'opposition syrienne prenait part, en juillet 2011, à Paris, à un colloque sous le parrainage du philosophe philo sioniste Bernard Henry Lévy, parrain de l'opposition libyenne, et qu'en écho, le chef de la branche tunisienne Rachid Ghannouchi, renonçait à inscrire dans le marbre de la constitution tunisienne des dispositions ultra restrictives concernant Israël et que Jeffrey Feltman, le chef d'orchestre américain pour le Moyen orient, affichait, sans être démenti, sa confiance dans la pérennité du Traité de paix égypto-israélien et son respect par les Frères musulmans d'Egypte .

L'engagement direct des Occidentaux dans un tel objectif ambitieux a entraîné l'engagement direct des alliés historiques de la Syrie aux côtés du président Bachar Al Assad; la Russie considère la Syrie, son plus ancien et loyal allié arabe, comme une «ligne rouge infranchissable», de même que l'Iran, le chef de file de la contestation anti occidentale, et son allié régional le Hezbollah, maître d'œuvre de la guerre asymétrique contre Israël.

Près d'un an après le début des troubles en Syrie, le champ de bataille présente la configuration suivante :

1- La France, Bourhane Ghalioune et la perspective d'un nouvel Ahmad Chalabi syrien.

Artisan du démembrement de la Syrie par l'amputation du district d'Alexandrette et son rattachement à la Turquie (Hatay), l'ancienne puissance mandataire chercherait à reprendre pied dans son ancienne possession en vue de sanctuariser son influence au Liban, en régression constante depuis 40 ans, où ne subsiste que 27 pour cent de francophones contre 67 pour cent dans la décennie 1960. Par un activisme médiatiquement tapageur, elle a réussi à placer à la tête de la coalition des opposants de l'extérieur, deux membres de la fonction publique française, le président du Conseil National de Transition, M. Ghalioune et une de ses collaboratrices, Basma Kodmani, longtemps chercheuse à l'IFRI, le fortin atlantiste de la pensée stratégique de la diplomatie française. Sans assises populaires, sans ancrage territorial, sans tradition de lutte, doté d'un cursus exclusivement bureaucratique, le clan français de l'opposition syrienne paraît donner un gage de modernité et de laïcité à une coalition largement dominée par les Frères musulmans. L'adoubement empressé de M. Ghalioune par le prédicateur médiatique Youssef Al-Qaradawi a démontré les limites de sa marge de manœuvre, réduisant à néant ce bel échafaudage médiatique.

Signe d'une désorientation mentale, Bourhane Ghalioune, ancien militant de la gauche radicale, expulsé de son pays pour avoir émis des critiques sur la pratique religieuse dans les pays arabes, se livrera, bourgeois de Calais des temps modernes, corps et âmes, poings menottés et pieds liés, au dogme néoconservateur, s'engageant à rompre avec l'Iran et à couper les voies de ravitaillement du Hezbollah Libanais. Invraisemblable posture qui renvoie dans l'imaginaire arabe au destin funeste d'Ahmad Chalabi, l'ancien chef de file de l'opposition irakienne pro américaine, rejeté dans les poubelles de l'Histoire une fois son forfait accompli.

Une abdication qui lui vaudra d'ailleurs un volet de bois vert de la part de certaines des plus importantes figures de l'opposition syrienne et arabe. «Il n'est pas permis de sacrifier l'unité des révolutionnaires de Syrie pour la tranquillité de Hilary Clinton», secrétaire d'état américain, lui assénera Haïtham Mann'ah, une des figures de l'opposition syrienne, dans un libelle intitulé «Conseils gratuits pour une politique étrangère» paru le 10 décembre 2011 dans le journal libanais «As Safir», tandis que le chroniqueur d'Al Oods Al Arabi, Rachad Abou Chawar, s'étonnait que sa priorité porte sur le châtement des deux pôles victorieux de la résistance à l'hégémonie israélo-américaine (3).

L'activisme pro américain des pétromonarchies, exclusivement contre les régimes républicains, tant en Libye qu'en Syrie, avait suscité d'ailleurs une levée de boucliers de certains d'intellectuels arabes qui ont dénoncé une nouvelle manœuvre américaine visant à abolir l'esprit de résistance dans le Monde arabe. Les plus en vue des critiques pétro monarchiques auront été l'universitaire égyptien Rifa'at As Sayyed Hassan, Maan Bachour ainsi que Ibrahim Allouch, fils du dirigeant palestinien Naji Allouch, qui a pris la tête d'une manifestation contre l'ambassade américaine à Amman.

Sur le terrain (4), La DGSE a aménagé une plateforme opérationnelle, dans le nord du Liban, en vue former des opposants syriens à des opérations commandos contre le pouvoir alaouite, avec pour mission précisément d'instruire et de structurer les « contingents » de «l'Armée syrienne libre», censée regrouper des milliers de déserteurs syriens et dont le chef nominal, le colonel Ryad al-Asaad, se trouve précisément réfugié en Turquie depuis septembre 2011.

Nicolas Sarkozy a caressé le projet d'une «intervention limitée» de l'OTAN contre la Syrie, à partir de la Turquie qui pourrait servir de base arrière à cette opération «humanitaire, sans action offensive». Mais ce projet pourrait avoir été contrarié par la nouvelle tension surgie entre les deux parrains de l'opposition syrienne, la France et la Turquie à la suite de la volonté de la France de sanctionner la négation du génocide arménien, sujet ultrasensible en Turquie qui en fait un casus belli diplomatique. Des hommes de la CIA du BND (les services allemands) et des services anglais seraient eux aussi déjà à pied d'œuvre, en Turquie et en Jordanie, tant pour l'entraînement des dissidents que pour veiller à la fluidité du trafic d'armes en leur faveur que pour réceptionner les combattants salafistes dirigés depuis les pétromonarchies du Golfe vers ce fief sunnite du nord du Liban. Du côté turc, le ravitaillement en armes se fait depuis la base atlantiste d'Incerlik et la formation des combattants dans une localité du sud est de la Turquie Hakkary.

Ce positionnement des services français dans une zone à majorité sunnite dans la région frontalière de la Syrie, en pleine violation de la souveraineté libanaise, répond au double souci de Paris de disposer d'un levier d'influence au sein de l'opposition syrienne, en même temps qu'il vise à bonifier auprès des Arabes l'image du plus pro israélien des dirigeants français; de renflouer Saad Hariri, au moment l'ancien premier ministre sunnite libanais, en pleine déconfiture politique, a choisi curieusement Tripoli, le chef lieu du Nord Liban, au mépris de tous les usages, pour y célébrer, avec une semaine de retard, la Fête Nationale Libanaise; une action d'éclat destinée à redorer le blason de ce fugitif permanent, par l'aménagement d'une zone sécurisée visant à l'établissement d'un corridor humanitaire en direction de la Syrie, dans une démarche qui représente le degré ectoplasmique de la politique.

2- Les Etats-Unis

L'administration Obama dispose à Damas d'un véritable prince des ténèbres en la personne de son ambassadeur, Robert Ford, Ambassadeur des États-Unis en Syrie. «Political Officer» à l'ambassade des États-Unis à Bagdad de 2004 à 2006, sous l'autorité de John Negroponte, ancien ambassadeur des États-Unis au Honduras de 1981 à 1985 et futur chef du renseignement américain, Robert Ford a également servi comme ambassadeur en Algérie (2006-2008); autant de missions commandos dans les zones à risque.

Selon le journaliste américain Wayne Maden (opinion-maker.org, 12 septembre 2011), Robert Ford, en Syrie, a été chargé du recrutement d' «escadrons de la mort» arabes auprès des unités affiliées à Al-Qaïda en Afghanistan, en Irak, au Yémen, et en Tchétchénie, pour lutter contre l'armée et les forces de police syriennes dans la Syrie assiégée. En Irak, sous la supervision de Negroponte, il a mis en œuvre l'«option El Salvador» par l'utilisation de milices chiites irakiennes et de Peshmergas kurdes pour assassiner, enlever, et torturer des dirigeants irakiens de l'insurrection.

Sur le terrain, parallèlement au déploiement de l'insurrection clandestine, via leurs alliés locaux, le clan Hariri au Liban, ainsi que les pays frontaliers, la Turquie et la Jordanie, le Qatar et l'Arabie saoudite, les Etats-Unis se sont livrés à une démonstration de force, en dépêchant aux larges de la Syrie, le George Bush senior. L'entrée en action du porte-avions George Herbert Walter Bush sr (CVN-77), la plus importante base aéronavale mobile au monde, vise à accentuer la pression sur Bachar Al Assad, alors que la Ligue arabe votait la suspension de la Syrie et donner une impulsion à une opposition syrienne paralysée par ses divisions.

Transportant 90 aéronaves, six mille membres d'équipage, propulsé par deux réacteurs nucléaires, le porte-avions dispose d'un rayon d'action illimité. De la classe du Nimitz, le George HS Bush, est l'un des dix porte avions géants de la marine américaine. Ce bâtiment, l'un des plus modernes au monde, construit en 1998, est équipé de 14 radars de détection et de surveillance, d'un système de brouillage électronique, de deux batteries de missiles surface-air Sea Sparrow MK 57 Mod3, de deux batteries de missiles surface-air RIM-116 Rollin Air Frame Missile, de quatre canons anti missiles de 20mm Phalanx.

3- La Russie

L'activisme occidental a donné lieu à une réplique de la Russie qui a dépêché trois bâtiments de sa flotte au large du port syrien de Tartous pour une mission de collecte de renseignements et de neutraliser les manœuvres des pays occidentaux, particulièrement de la France, contre un pays anciennement sous son mandat, qui lui a constamment tenu la dragée haute en soixante ans d'indépendance.

Pour la première fois depuis la chute de l'empire soviétique, il ya vingt ans, le porte-avion Amiral Kouznetsov a fait route vers la Syrie afin de montrer le pavillon et réaffirmer son opposition à une éventuelle offensive militaire atlantiste contre Damas.

Avec son groupe de bataille, l'Amiral-Kouznetsov embarque huit chasseurs Soukhoï Su-33, une dotation significative de Mig-29K d'interception et de combat aérien, deux hélicoptères Kamov Ka-27 et un armement naval fixe très lourd (12 missiles surface-surface antinavire Granit, deux systèmes ASM UDAV-1, un système de missile surface-air Kinzhal et huit batteries de canons de défense aérienne rapproché Kashtan). Des sous marins russes ont également fait relâche dans le port de Tartous et, la Russie aurait doté la Syrie d'un véritable arsenal balistique doublé d'un système de radars couvrant tous les objectifs aériens militaires jusqu'à Tel-Aviv, de même que les mouvements de la base aérienne d'Incerlik en Turquie, qui sert à l'US Air Force et aux forces de l'OTAN. La fourniture russe comporte 79 missiles de croisière Yakhont, mobiles, montés sur des camions radars, d'une portée de 300 kms pour une charge de 150 kg, propulsées à une vitesse trois fois supérieure à celle du son, en complément d'une batterie des missiles sol-air ultrasophistiqués de type SS-300; des engins capables d'intercepter des missiles balistiques ainsi que des cibles aériennes. Des experts russes se seraient rendus en Syrie pour aider à déployer et à rendre opérationnelles ces batteries de missiles. Opérationnel en 5 minutes, le missile SS-300, d'une efficacité éprouvée, est capable de poursuivre 100 cibles et d'engager une action contre 12 d'entre elles simultanément.

Se référant à une correspondance du journaliste syrien Kamel Sakr, accrédité du journal transfrontière arabe «Al Qods Al-Arabi, le site précise que l'Etat major russe a pesé de tout son poids pour trancher en faveur de «la protection de la Syrie et du régime du président Bachar Al-Assad considérée comme «une ligne rouge» infranchissable» et que le déploiement de la flotte russe a été opéré en plein accord des autorités syriennes. Tirant les enseignements des déconvenues diplomatiques en Libye résultant d'une erreur d'appréciation du président russe Dimitri Medvedev, conséquence du glissement du mandat de l'ONU à propos de la Libye, la Russie a décidé d'opérer un retour en force sur la scène internationale, avec la réception à Moscou, pour la première fois depuis sa création, d'une délégation de la formation paramilitaire chiite libanaise Hezbollah, la réactivation de la base d'écoutes de Cuba pour contourner les Etats-Unis dans la collecte du renseignement, le renforcement de sa présence militaire au Vietnam, faisant même planer sur la Turquie la menace d'une relance du mouvement séparatiste kurde, via le PKK, dont le chef Abdallah Oçellan, en prison, relevait de la compétence de Vladimir Poutine en sa qualité de son ancien officier traitant du temps du KGB (5).

Président le Conseil de sécurité de l'ONU, en décembre 2011, la Russie a créé la surprise en soumettant, le 15 décembre, une résolution condamnant en de termes identiques tant les rebelles que le pouvoir central, dans une contre manœuvre visant à adresser un avertissement à Damas et à placer Moscou au centre du jeu diplomatique dans une recherche d'une sortie de crise transactionnelle.

4 – Le drone américain et le bouleversement de la donne

Le George Bush sr avait opéré contre la Libye durant la phase terminale du combat, accélérant la chute du Colonel Kadhafi. Sa présence en rade de Syrie avait valeur de message d'avertissement et d'intimidation. Le message a-t-il été entendu? Rien n'est moins sûr.

Dès la réception du matériel russe, la Syrie s'est livrée à d'importantes manœuvres balistiques sur l'ensemble du territoire, impliquant diverses catégories de missiles, tandis que le Liban et l'Irak refusaient d'ordonner l'embargo de la Syrie, lui offrant une respiration économique et une relative latitude de ravitaillement, alors que, de son côté, le chef du Hezbollah libanais, Sayed Hassan Nasrallah, l'homme sans doute le plus recherché du Moyen Orient, traqué aussi bien par la quasi-totalité des services de renseignements occidentaux et arabes, rompait la clandestinité dans laquelle il est plongé depuis son succès militaire contre Israël, en 2006, pour se livrer à un gigantesque bain de foule le 6 décembre 2011, à l'occasion de la célébration de la fête chiite d'Al Achoura, commémorant l'assassinat d'Al-Hussein, le petits fils du prophète. Un acte de bravade et de bravoure, un acte de défi qui a pris de court l'ensemble de la classe politique libanaise et vraisemblablement du corps diplomatique occidental accrédité à Beyrouth.

Plus que tout, la capture d'un drone sophistiqué américain par l'Iran paraît devoir bouleverser la donne, selon les estimations d'un ancien haut fonctionnaire français spécialiste de l'armement (6). Le RQ-170 est un drone américain si furtif et secret qu'il a tout à coup disparu des écrans de contrôle alors qu'il survolait le Béloutchistan. L'objet perdu est réapparu quelques jours plus tard à la télévision iranienne, étrange histoire qui va peut-être changer la face du monde. Les Iraniens ont ainsi réussi l'exploit de prendre le contrôle du plus sophistiqué des drones d'observation américain. Pour l'Iran, c'est une victoire et un butin inestimable. Ses savants viennent de démontrer leur capacité d'électroniciens hors pairs qu'ils sauront mettre rapidement à profit pour copier l'engin et produire un reverse engineering avec l'aide de leurs complices russes et chinois accourus en hâte. La frénésie diplomatique suscitée par l'événement montre qu'il est d'une portée insoupçonnée. Car non seulement, l'Iran dispose maintenant d'un prototype pour reproduire l'arme secrète, mais elle vient d'apporter la preuve de sa capacité à se prémunir des attaques de ce genre d'engins en les kidnappant. L'Iran devient ainsi la seconde puissance mondiale dans ce secteur d'armement. Il ne serait pas étonnant que Téhéran annonce l'abandon de son couteux programme nucléaire devenu dérisoire face à sa nouvelle arme de dissuasion.

5- La Syrie et La guerre des détroits pour l'accès de la flotte russe aux bases syriennes de Tartous et de Lattaquié.

Au delà de la démonstration de force, la Russie entend conférer une prime à la Loyauté et à la fidélité à l'égard d'un allié central du Moyen Orient, l'unique pays arabe à lui être demeuré inconditionnellement loyal, contrairement à l'Egypte sadatienne ou à la Somalie de Ziad Barré, voire même l'Irak de Saddam Hussein, situé de surcroît à «toutes les articulations des conflits du Moyen orient. Moscou vise à dissuader aussi toute menace contre la sécurité de la navigation de sa flotte, particulièrement son accès vers les eaux chaudes de la Méditerranée, spécialement le littoral syrien où la Russie dispose des deux seules bases en Méditerranée, Tartous et Lattaquié.

La base navale permanente russe en Syrie offrirait un avant-poste stratégique en Méditerranée en remplacement des installations louées à l'Ukraine, dont le contrat prendra fin en 2017. Des travaux d'approfondissement du port syrien de Tartous et d'élargissement de celui de Lattaquié ont déjà entrepris. La base de Tartous serait protégée par un système de défense antiaérien S-300 PMU-2. L'acte d'accusation du tribunal spécial sur le Liban en désignant du doigt le Hezbollah libanais, le 30 juin 2011, le jour même de l'adoption de la déclaration de politique générale du nouveau gouvernement libanais de Najib Mikati, en pleine révolte syrienne, de même que la relance des supputations sur une possible attaque des installations nucléaires iraniennes, paraissent destinés à maintenir sous pression le binôme Syrie-Liban, dans une guerre de substitution à l'Iran, en vue de mettre en sourdine l'offensive diplomatique des Palestiniens visant à proclamer un état palestinien indépendant, en dépit de l'opposition des Etats-Unis et d'Israël.

La Syrie est, ainsi donc, à son tour, sur la sellette, après l'Irak qui a imploré en 2003, la Libye qui s'est caramélisée, en 2011, et l'Egypte qui s'est neutralisée et marginalisée du fait de sa cavalcade solitaire dans sa pactisation avec Israël, en 1979. L'éternel trouble fête de la politique arabe fait l'objet d'une manœuvre de contournement de la part

des grands pays arabes en vue de provoquer sinon l'effondrement du régime baasiste, à tout le moins à le forcer à rompre avec son allié iranien et à annoncer sa reddition au nouvel ordre américain que les Etats-Unis et leurs grands alliés régionaux, l'Arabie saoudite, la Jordanie et le Qatar, tentent vainement d'instaurer au Moyen-Orient depuis le début de la mandature de George Bush il y a une décennie.

Unique pays se réclamant de la laïcité dans le Monde arabe, mais partenaire stratégique de l'Iran, l'unique régime théocratique se réclamant du chiisme, la branche rivale du sunnisme, segment dominant dans les pays arabes, la Syrie est simultanément et cumulativement accusée d'être un foyer du terrorisme international, un pivot de l'axe du mal, le phagocytaire du Liban et de la Palestine, le fossoyeur du leadership libanais. En un mot le grand perturbateur d'une paisible et riante zone par excellence: le Moyen-Orient. Une thèse relayée sans retenue et avec une belle unanimité par les grands médias occidentaux tant dans la presse audiovisuelle que dans la presse écrite, tant par les intellectuels médiatiques que par les scribouillards besogneux.

Pointée du doigt pour sa responsabilité présumée mais non avérée dans l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri, la Syrie est mise en quarantaine diplomatique par les Etats-Unis, frappée d'un boycottage de fait des grands pays arabes qui lui imputent la fragilité du pouvoir au Liban, régulièrement soumise de surcroît, en toute impunité, à des coups de butoir d'Israël, tantôt par un mystérieux raid aérien au dessus du nord syrien, à l'automne 2007, tantôt par l'assassinat sur son sol d'un chef militaire du Hezbollah Imad Moughniyeh, le Maître d'œuvre des opérations antioccidentales au Moyen orient depuis vingt ans.

Mais ce paria là, selon le schéma occidental, se trouve être en phase avec la multitude des «laissés pour compte» de la paix, à tout le moins perçu comme tel au delà des turpitudes dont son régime peut être, à tort ou à raison, crédité, qui voient en lui l'ultime porteur de la revendication nationaliste arabe, à une période de l'histoire marquée par une déperdition identitaire et une religiosité régressive. Redoutable honneur qui lui vaut l'hostilité sans nuances des pays qualifiés de «modérés» dans le jargon diplomatique et médiatique occidental, principalement les huit monarchies arabes, c'est-à-dire les régimes affligés des mêmes tares d'autoritarisme, de népotisme et de corruption que le régime syrien mais que leur alignement docile au camp occidental exonère de toute critique.

Prise en tenaille par Israël et la Turquie, barrée par son rival baasiste l'Irak de Saddam Hussein, la Syrie s'est appliquée à desserrer l'étau dans une alliance de revers avec l'Iran, l'ancien gendarme américain du Golfe, devenu sous le régime Khomeiniste, le nouveau croquemitaine des pétromonarchies du Golfe. Mal lui en prit. En 1982, dans la foulée de l'annexion de Jérusalem, en décembre 1981, alors qu'Israël se préparait à porter au pouvoir son protégé libanais, le chef phalangiste Bachir Gemayel, une révolte est fomentée, à Hama, dans le nord de la Syrie, par les «Frères Musulmans», l'organisation clandestine financée par l'Arabie Saoudite, en février 1982, à quatre mois de l'invasion israélienne du Liban, déclenchant une sévère répression qui fera, selon des informations de presse, plusieurs milliers de morts. C'est Damas qui sera blâmée par la communauté internationale pour sa férocité et non l'Arabie saoudite qui attisait le feu intégriste. C'est le président Hafez al-Assad en personne qui sera pointé du doigt et non son propre frère, le Général Rifaat al-Assad, le chef des brigades de la défense, la garde prétorienne du régime, le beau frère due l'actuel monarque saoudien, l'ordonnateur des massacres.

Ce frère cadet du président syrien, un homme aux multiples ramifications et trafics sera banni par la suite de son pays. Il continue de bénéficier curieusement de la mansuétude occidentale sans doute en raison de ses alliances matrimoniales avec la famille Fustock qui fera de lui, le beau frère de l'actuel roi Abdallah d'Arabie et du député maronite libanais Nassib Lahoud, perpétuel candidat à la présidence libanaise. C'est la Syrie alaouite enfin qui sera déclarée «ennemi de l'Islam» pour avoir maté une rébellion fondamentaliste que toutes les armées du monde aussi bien arabes qu'occidentales pourchassaient au nom de la «guerre contre le terrorisme». La Syrie couverte de plumes et de cendres, alors que l'Algérie, l'Egypte, le Maroc et la Tunisie, sont magnifiés pour avoir éradiqué l'intégrisme tandis que l'Arabie fondamentaliste est couverte d'éloges pour ses présumés progrès dans de parcimonieuses réformes démocratiques.

Dans ce climat d'opprobre généralisé, la Syrie présente au Liban depuis 1976 à la demande des chefs maronites en mauvaise posture à l'époque, sera contrainte à retirer ses troupes, en juin 1982, dans la foulée de l'invasion israélienne du Liban. Une décennie infernale (1979-1989) s'ouvre alors à l'Occident au Moyen Orient: Destitution du chah proaméricain et assaut contre les Lieux Saints de la Mecque, en 1979, assassinat de l'égyptien Sadate, pactiseur d'Israël, en 1981, mise en échec du traité de paix libano-israélien, en 1983, attentats contre les QG occidentaux à Beyrouth, en 1983, spirale des otages occidentaux au Liban (1984-1988), attentats de Paris (1986-1988). Une décennie infernale qui s'achève avec la chute du Mur de Berlin (1989) l'implosion de l'Union soviétique et l'affirmation de l'Imperium américain sur le plan mondial, l'hégémonie israélienne sur le plan régional et, sur le plan arabe, la prépondérance saoudienne sous la tutelle des Etats-Unis.

L'Arabie saoudite, le plus intransigent ennemi d'Israël sur le plan théorique, aura opéré le plus grand détournement du combat arabe, soutenant l'Irak contre l'Iran dans la plus longue guerre conventionnelle de l'histoire contemporaine (1979-1988), le détournant du coup du champ de bataille principal, la Palestine, déversant des milliards de dollars, et, surtout, dérouter la jeunesse arabe et musulmane vers l'Afghanistan, à des milliers de km du champ de bataille palestinien, contre un ennemi athée certes mais allié des Arabes, l'Union soviétique, le principal fournisseur d'armes de pas moins de six pays arabes (Syrie, Irak, Algérie, Libye, Soudan et Yémen), un utile contrepoids en somme à l'hégémonie américaine.

L'attentat du 11 septembre 2001 contre les symboles de l'hyper puissance américaine démasque les complicités saoudiennes dans la montée en puissance de l'intégrisme antioccidental. Bien que quinze des dix neuf kamikaze ayant participé au raid du 11 septembre soient de nationalité saoudienne, l'administration Bush, plutôt que de frapper le Royaume Wahhabite, le foyer et le terreau du fondamentalisme, va répliquer en Afghanistan et en Irak, les deux points de percussion de la coopération saoudo-américaine dans la sphère arabo-musulmane à l'époque de la guerre froide

soviéto-américaine, gommant ainsi au passage toute trace de leurs forfaits antérieurs, se faisant à bon compte une nouvelle virginité politique sous la bannière de la lutte pour la promotion de la démocratie dans le monde musulman. Par effet d'aubaine, la destruction de l'Irak a placé paradoxalement la Syrie et l'Iran en vainqueur a posteriori d'un Saddam Hussein, leur plus implacable ennemi depuis deux décennies, et, consacré l'Iran comme puissance régionale de fait. Un résultat inacceptable pour George Bush, le grand ordonnateur de ce chaos destructeur pour la population locale et corrosif pour l'Amérique elle-même.

Inacceptable non plus pour son successeur démocrate Barack Obama.

La Syrie et l'Iran seront placés dans l'axe du mal, Yasser Arafat méthodiquement confiné dans son complexe de Ramallah dans une sorte d'étouffement symbolique de la revendication nationale palestinienne. Le décès du chef historique de la Résistance palestinienne, au terme de trois ans de confinement hideux (novembre 2004), l'élection dans la foulée deux mois plus tard à Bagdad, l'ancienne capitale des abbassides, d'un Kurde à la tête d'un Etat irakien doté d'un nouvel emblème aux couleurs kurdo-israéliennes (Bleu jaune) (Janvier 2005), le basculement dans le camp américain de Jacques Chirac, le principal opposant mondial à l'invasion américaine de l'Irak, accrédièrent, à tort ou à raison, l'idée d'une vaste conjuration occidentale visant à mettre au pas tout récalcitrant à l'ordre américano-israélien dans la zone (septembre 2004). L'assassinat le 14 février 2005 du chef du clan saoudo américain à Beyrouth augure un nouveau chapitre de violence marqué par l'entrée en action de l'armée israélienne à un degré de violence inouïe.

Israël et les alliés Libanais de l'Amérique subiront cumulativement revers militaires et camouflets politiques depuis 2006, entravant considérablement la mise au pas du Liban, au-delà, la Syrie, l'Iran et la portion palestinienne sous l'autorité du Hamas. C'est ainsi que dans une démarche symétrique mais non synchronisée, le Hezbollah infligera en effet à Israël, l'été 2006, un retentissant camouflet militaire, dont le Hamas s'en inspirera avec succès en décembre 2008 au moment de l'invasion de la bande par les forces d'occupation israéliennes, alors que parallèlement les dirigeants maronites, Nassib Lahoud et Amine Gemayel étaient battus répétitivement dans une compétition électorale, dans leur propre fief du Metn, par le principal allié chrétien du Hezbollah le Général Michel Aoun, un échec comparable au revers électoral du président palestinien Mahmoud Abbas face à ses opposants islamistes. Une séquence à tous égards calamiteuse pour l'administration néoconservatrice américaine.

Le Royaume wahhabite vit comme une rente de situation l'Islam et le pétrole, les deux vecteurs de sa puissance. Puisant son magistère moral de la présence sur son sol des principaux Lieux Saints de l'Islam (La Mecque et Médine), et sa puissance financière de ses gigantesques réserves énergétiques, il consacra l'essentiel de ses efforts à combattre plus qu'aucun autre pays le nationalisme arabe, mettant sur pied l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI), une structure de diplomatie parallèle concurrente de la Ligue arabe. Dans la foulée du revers militaire israélien au Liban, l'été 2006, il se muera, à la grande stupéfaction de la quasi-totalité des observateurs internationaux, en parangon de l'Arabisme. Le chantre de la fraternité islamique pendant trois décennies, accusera, sans vergogne, la Syrie d'avoir pactisé avec l'Iran, la perse antique, pays musulman certes mais non arabe. Une tare indélébile pour le nouveau porte-étendard de l'arabisme

Le «péril chiite» succède alors au «péril rouge» qu'Américains et Saoudiens avaient combattu sans relâche, les décennies précédentes. Dans la foulée du revers militaire israélien au Liban, l'été 2006, l'Arabie se redécouvre arabe pour se démarquer du triomphe du Hezbollah, la milice chiite Libanaise. Négligeant son premier vecteur transnational MBC (Middle East Broadcasting Corporation), elle se dote d'une chaîne transfrontière du nom d'«Al-Arabiya» comme pour mieux revendiquer son arabité, un terme qu'elle avait pourtant banni de son lexique diplomatique pendant un demi-siècle.

Un comportement qui s'apparente à une mystification. Mais le Royaume qui aura lancé deux plans de paix pour le règlement du conflit israélo-arabe (Plan Fahd, en 1982, Plan Abdallah, en 2002), sans rencontrer le moindre écho tant du côté américain que du côté israélien, ne dévient jamais, malgré cette rebuffade, de sa ligne, à savoir l'alliance privilégiée avec le grand protecteur du principal ennemi des Arabes, Israël, l'usurpateur de la Palestine au regard d'une large fraction de la population saoudienne et arabe, faisant droit à toutes ses requêtes sans hésitation sans la moindre retenue. Et pour cause. La dynastie wahhabite aura été le principal bénéficiaire du travail de sape opéré depuis trente ans par les Américains et les Israéliens pour réduire la résistance du noyau dur du Monde arabo-islamique: neutralisation de l'Egypte par le Traité de paix avec Israël (1979), destruction de l'Irak (2003), étranglement de la Syrie (2004), caramélisation de la Libye (2005), isolement de l'Iran (2006) au point qu'Israël apparaît en fin de compte comme le meilleur allié objectif des Wahhabites, rare conjonction de deux régimes théocratiques, l'état hébreu n'étant à fonctionnement démocratique que pour la potion juive de sa population.

Le tribunal international pour le Liban et la menace potentielle nucléaire iranienne constituent les deux instruments de la diplomatie occidentale pour amener à résipiscence les deux réfractaires à l'ordre américain, quand bien même la menace nucléaire iranienne se trouve au stade virtuel et sa réalité contestée par les services américains, quand bien même elle est postérieure de soixante ans à la menace nucléaire israélienne, bien réelle, elle, qui hypothèque tout règlement qui ne souscrirait pas au diktat israélo américain.

Ramollir le noyau dur du Monde arabe par l'invasion répétitive de Gaza, fief du mouvement islamiste Hamas, le harcèlement du Hezbollah par des opérations de diversion des politiciens libanais, la neutralisation de la constellation du Douwal al Moumanah, l'alliance de fait entre le Hamas palestinien le Hezbollah libanais, la Syrie et l'Iran qui se considère comme le système de pré alerte visant à immuniser le monde arabo-musulman contre le virus de la soumission à l'hégémonie israélo-américaine. Epuiser le dernier îlot de résistance en prélude à une éventuelle offensive contre l'Iran qui donnera la possibilité aux Etats-Unis d'opérer une magistrale culbute, passant, de par son piètre bilan diplomatique sur la question palestinienne de plus grand ordonnateur de la «Pax Americana» au Moyen orient: telles sont les principales lignes de force d'une politique si coûteuse sur le plan humain

et économie, si désastreuse pour l'image de l'occident par ses turpitudes et sa duplicité, si avilissante pour les Arabes pour leur servilité, dont les pays occidentaux en paieront leur prix par leur perte progressive de leur hégémonie absolue sur le reste de la planète.

Le Monde arabe constitue avec l'Amérique latine l'une des rares de zone de contestation de l'hégémonie américaine. Au delà des vives critiques fondées et justifiées sur les turpitudes syriennes, si l'implosion de la Syrie venait à surgir entraînant dans son sillage le collapsus du Liban, une longue période de servitude et de tribalisation s'ouvrirait alors pour les Arabes, Sunnites et Chiites, Salafistes ou Soufistes, Malekites, Chaféites, Hanafites ou Hanbalites, Kurdes et Druzes, Alaouites et Wahhabites, voire même Maronites. Et La Syrie, tout comme le Liban chéri des Occidentaux ne sera plus qu'un «Hariristan» à l'image du Kurdistan irakien, voire même du bantoustan palestinien que les Israéliens et les Américains s'appliquent à édifier sur les lambeaux de la Palestine. Et la perte de la Syrie, comme celle du Liban seront alors pleurées comme l'aura été la perte de la Palestine, comme auparavant la perte de l'Andalousie: abondamment

A moins d'un arrangement entre l'Iran et l'Arabie saoudite sur tous les points du contentieux opposant les deux chefs de file des courants de l'Islam révolutionnaire et conservateur du Monde arabo musulman, tant à propos du partage de leur influence respective en Irak, au Yémen, que dans la zone pétro monarchique, un coup de force contre la Syrie, voire contre l'Iran ou le Hezbollah libanais, par une sorte de mécanique des fluides, marquerait le début d'une apocalypse dans l'apocalypse, qui pourrait emporter bon nombre de nantis de la région.

L'activisme du Qatar s'explique par la crainte de l'enlèvement du dossier syrien, qui priverait les Occidentaux d'une victoire stratégique majeure à l'effet de conforter durablement les pétromonarchies du Golfe (7). Une course de vitesse est en effet engagée entre la relégation économique de l'Europe et ses prises de guerre compensatoire visant à en retarder l'échéance. Toute la stratégie de l'Iran, de la Syrie, et, au-delà, de la Russie, est de tenir dans l'espoir que Barack Obama, totalement démasqué, soit tétanisé par le marasme économique américain et que Nicolas Sarkozy soit relégué enfin dans les oubliettes de l'histoire afin de permettre au pouvoir syrien de mener les réformes drastiques qui s'imposent et de mener à bon terme le mandat de son chef, veillant à assurer une transition non hostile au camp de la contestation anti israélo-américaine. Tel est le pari audacieux de Bachar et de ses alliés régionaux devant la nouvelle et sans doute la plus redoutable manœuvre d'étranglement du «cœur palpitant de l'arabisme».

A moins que la capture du drone sophistiqué américain ne porte l'administration Obama à reconsidérer ses visées sur la Syrie, la conduisant à alimenter une guerre d'usure contre le pouvoir baasiste, jusqu'à ce que cesse le combat faute de combattants..... Pour le plus grand bénéfice d'Israël et la plus grande satisfaction des pétromonarchies. L'avènement d'un «Islam des Lumières» pourra ainsi, enfin, être célébré au sein du camp occidental par la mise en œuvre du pernicieux protocole de validation d'un islam domestiqué à l'ordre israélo américain.

Références:

1- Le coup d'état pro saoudien du général Salim Hatoum a eu lieu en 1966 et avait coûté au Roi Saoud son trône en ce qu'il était intervenu en pleine phase de détournement des eaux du Jourdain par Israël. Le soulèvement des Frères musulmans à Hama s'est produit en février 1982 dans une opération de diversion à quatre mois de l'invasion israélienne du Liban, en juin 1982 visant à l'intronisation du chef phalangiste pro israélienne à la tête de l'Etat Libanais. La mise à l'index de la Syrie comme élément de l'axe du mal a eu lieu en 2003 en vue de réduire l'opposition de la Syrie à l'invasion américaine de l'Irak, et, sa mise en quarantaine, en 2005, dans la foulée de l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, a débouché sur son retrait du Liban.

2- Bourhane Ghalioune Wall Street Journal Au pouvoir, je romprai les relations de la Syrie avec l'Iran le Hezbollah et le Hamas <http://www.alquds.co.uk/index.asp?fname=today\02z498.htm&arc=data\2011\12\12-02\02z498.htm>

3- Conseils gratuits pour une politique étrangère» paru le 10 décembre 2011 dans le journal libanais «As Safir» : <http://www.assafir.com/Article.aspx?EditionId=2023&ChannelId=47985&ArticleId=920&Author=هشتم%20مناع>

Et chronique de Rachad Abou Chawar dans 'Al Qods Al Arabi.

4- Selon le Canard enchaîné, dans son édition du 23 novembre 2011 et le journal turc Milliyet du 9 décembre 2011.

5 – Russie-Syrie, même combat Le journal libanais Al Akhbar 29 novembre 2011 <http://www.al-akhbar.com/node/26676>

6- «Et la guerre d'Iran n'a pas eu lieu» par Hédi Belhassine – <http://hybel.blogspot.com/>

7- Sur le rôle du Qatar, cf. le papier, L'homme de l'année 2011, l'Emir du Qatar, le nouvel Air and Field Marshall du Monde arabe, paru sur www.renenaba.com le 1er janvier 2012

René Naba est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca. Articles de René Naba publiés par Mondialisation.ca



Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site www.mondialisation.ca à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: crgeditor@yahoo.com

www.mondialisation.ca www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs René Naba, renenaba.com, 2012

L'adresse url de cet article est: www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=28540

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-2009 Mondialisation.ca
Site web par [Polygraphx Multimedia](#) © Copyright 2005-2009